

Impacts de la Covid-19 sur les politiques publiques d'éducation et de formation au Burkina Faso

KABORÉ Amado, Chargé de recherches au CNRST,

kabore_amado83@yahoo.fr

RESUME

La crise de la COVID-19 a conduit 188 pays à fermer leurs écoles, perturbant ainsi le processus d'apprentissage de plus de 1,7 milliard d'enfants et de jeunes, ainsi que leurs familles dans le monde (UNESCO, 2021). Le Burkina Faso n'a pas échappé à cette situation de crise. Pour y faire face, pendant cette période, des solutions de continuité d'apprentissage ont été proposées afin d'assurer une continuité pédagogique. Alors quels ont été les principaux impacts de la COVID 19 sur le système éducatif burkinabè ? L'objectif de la présente réflexion est d'analyser les impacts de la Covid-19 sur les politiques publiques d'éducation et de formation au Burkina Faso. Dans le but d'atteindre cet objectif, nous avons réalisé une revue documentaire sur la question. Cette dernière a été appuyée par des entretiens semi-directifs de type qualitatif auprès de personnes de l'éducation, des organisations de la société civile de l'éducation. Il ressort au terme de l'analyse que face aux répercussions de la crise de cette pandémie, l'État et ses partenaires ont proposé des solutions. Celles-ci ont par endroit montré leurs limites et leurs forces.

Mots clés : Crise, COVID 19, impacts, politiques éducatives, Burkina Faso

ABSTRACT

The COVID-19 crisis has led 188 countries to close their schools, disrupting the learning process of more than 1.7 billion children and young people, as well as their families worldwide (UNESCO, 2021). Burkina Faso has not escaped this crisis situation. To deal with this, during this period, learning continuity solutions were proposed to ensure pedagogical continuity. So what have been the main impacts of COVID-19 on the Burkinabe education system?

The objective of this reflection is to analyze the impacts of Covid-19 on public education and training policies in Burkina Faso. In order to achieve this goal, we conducted a literature review on the issue. The latter was supported by semi-structured qualitative interviews with people from education, civil society organizations in education.

It emerges from the analysis that faced with the repercussions of the crisis of this pandemic, the State and its partners have proposed solutions. These have in some places shown their limits and strengths.

Keywords : Crisis, COVID 19, impacts, educational policies, Burkina Faso

INTRODUCTION

La crise de la pandémie de la COVID-19 a pris une dimension mondiale depuis son apparition en fin 2019 en Chine. Aucun secteur de la vie humaine n'a été épargné par les effets de cette crise pourtant sanitaire. Elle a mis en insécurité le monde. Foncièrement anémique, elle met à rude épreuve les fondements de l'ordre social dans la majorité des sociétés (Strauss-Kahn, 2020). Au Burkina Faso, elle instaure une période d'incertitudes au cours de laquelle les normes changent, les valeurs sociales, cardinales et sociétales vacillent, les modèles d'organisation sociale s'effondrent. C'est une crise du sens et de l'identité. Elle a été comme un marqueur des différences et des spécificités sociétales.

Le monde occidental en particulier, fort de l'évolution de la recherche biomédicale, de l'efficacité des systèmes de santé publique, de l'amélioration des conditions de vie des populations, se pensait à l'abri des maladies infectieuses, apanage des sociétés pauvres, situées en grande partie, en Afrique subsaharienne. Il avait acquis la conviction d'être préparé à y faire face. Pour Pascal Boniface (2020), parmi les multiples leçons à tirer de la COVID-19, le monde occidental devra sûrement apprendre à faire preuve de modestie.

Comme toute épidémie, la Covid-19 fait l'objet de représentations sociales relatives à son étiologie, sa contagiosité et provoque une pluralité de recours thérapeutiques. Selon de nombreuses perceptions, la Covid-19 fait l'objet de déni et des théories complotistes sont parfois évoquées pour expliquer sa propagation. Elle fait l'objet de « représentations » qui la considèrent comme une maladie des riches venues de l'Occident (outré-mer) (Sissao Joseph Alain., et al, 2021).

Dans les principales villes du Burkina Faso, les effets de cette crise sanitaire ont été immédiates sur les secteurs de l'éducation et la formation. Le confinement a empêché la fréquentation physique des écoles et des classes. Et la mise en quarantaine de ces villes a cloué certains enseignants, élèves et parents en déplacement. Enfin, elle a eu un impact sur l'état psychologique des populations qui ont dû apprendre à vivre une situation de promiscuité, isolement et d'incertitude.

Le présent article insiste sur les points tels que l'histoire et défis des acteurs de la lutte contre la COVID 19 au Burkina Faso, les impacts de la pandémie COVID 19 sur les politiques publiques de formation et de l'emploi au Burkina Faso et à l'analyse des réponses proposées par les ministères en charge de l'éducation, de l'emploi et de la formation du Burkina Faso.

1. CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE

C'est depuis le début du mois de mars 2020 que le pays a déclaré ses premiers cas de malades suite à la COVID-19. À la date du 18 mai le rapport de la situation numéro 82 du Ministère de la Santé a signalé 3 nouveaux cas confirmés, 0 décès et 6 patients guéris ; portant le cumul de 809 cas confirmés à la COVID-19 (511 hommes et 298 femmes), 661 guéris et 52 décès.

Sur le plan socio-économique, les mesures portent sur la prise en charge ou le rabatement des factures d'eau et d'électricité des ménages et petits commerçants à hauteur de 10 M EUR (6,7 milliards FCFA) pour l'eau et 18 M EUR (12 milliards FCFA)), l'accompagnement des populations vulnérables (vivres gratuits ou à prix sociaux, cash transfert), l'annulation des pénalités, la sécurisation de l'approvisionnement du pays en produits de grande consommation ainsi que des mesures incitatives envers la presse.

En matière de fiscalité, le gouvernement prévoit notamment la remise des pénalités et amendes exigibles, la suspension des contrôles, l'exemption de la contribution du secteur informel, la suspension des poursuites en matière de recouvrement ainsi que la réduction de 25% de la patente pour les établissements des domaines du transport, de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Face à l'augmentation des contaminations et pour réduire la propagation de la maladie, l'État a rapidement pris les mesures suivantes :

- La mise en quarantaine de toutes les villes ayant enregistré au moins un cas de la Covid-19 ;
- La suspension du transport public urbain et interurbain de passagers ;
- La fermeture des établissements d'enseignements préscolaires, primaires, post primaires et secondaires, professionnels et universitaires, du lundi 16 mars 2020 au mardi 31 mars 2020 sur toute l'étendue du territoire national ;
- La suspension des cours du 1^{er} au 13 avril 2020 prorogée d'abord au 27 avril 2020 et puis jusqu'au 31 mai. Une commission interne au MENAPLN doit proposer des alternatives avec des scénarios de réouverture.

Concernant le contexte éducatif, l'arrêt provisoire des cours a touché 5 130 730 élèves/apprenants du formel et du non formel, 122 810 enseignants et 20 754 établissements scolaires. On notera également que la suspension des activités pédagogiques a eu des répercussions négatives sur la qualité des apprentissages des élèves et sur la consolidation de leurs acquis scolaires. En outre, les effets de la Covid-19 sur le système éducatif se couplent aux impacts de la crise sécuritaire. Pour certaines régions, la fermeture des écoles a accentué les perturbations d'un calendrier scolaire déjà fragilisé par l'insécurité, aggravant ainsi l'insuffisance du temps d'enseignement. La fermeture ponctuelle ou prolongée des écoles est un facteur de démotivation et de désengagement des élèves et des parents. Cela augmente le risque de déscolarisation pour les enfants des familles les plus vulnérables. Par contrainte, ou sur incitation des familles, les enfants peuvent se retrouver dans des situations d'exploitation par le travail pour contribuer à l'alimentation ou aux revenus de leurs familles.

Les filles sont particulièrement exposées à ce risque ainsi qu'aux risques de grossesse ou mariage précoces, d'exploitation sexuelle ou à d'autres formes de violence. Ces situations ont déjà été constatées par des organisations humanitaires dans les zones à forts défis sécuritaires. Face à ce contexte et pour identifier les difficultés, une enquête a été réalisée par le Cluster Education entre avril et mai 2020.

2. METHODOLOGIE ADOPTEE

2.1. Zone d'étude

À l'issue de la revue documentaire, nous avons procédé à des entretiens semi-directifs réalisés plus précisément dans les villes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso. Le choix de ces villes se justifie par le fait qu'il s'agit des deux premières villes du pays où l'actualité de la COVID 19 a été vivace dans les médias et au sein des populations.

Du point de vue géographique, Ouagadougou est située au centre du pays dans la région administrative du Centre dont elle fait office de Chef-lieu de région. Ouagadougou est aussi la capitale politique du pays et la première ville en termes démographiques. Quant à Bobo-Dioulasso, c'est une ville située à l'Ouest du Burkina Faso jouant la fonction de chef-lieu de la région des Hauts – Bassins. C'est la deuxième ville du point de vue démographique et la capitale économique. La collecte des données a été réalisée en deux temps : une première phase a été faite de mars à juillet 2020 et une seconde phase en mai 2022. Cette dernière a eu pour but d'actualiser les données collectées aux temps forts de la pandémie.

2.2. Techniques de collecte, de traitement des données et échantillon

La collecte des données primaires a été marquée principalement des entretiens semi-directifs auprès des populations et des personnes ressources mais également de l'observation participante au niveau des centres de santé et du Centre des Opérations de réponse aux urgences sanitaires (CORUS). Au total, 25 personnes ont été interviewées et 6 établissements scolaires primaires et secondaires et 10 centres de santé ont été touchés par la phase d'observation. Les cibles de ces entretiens ont été surtout les agents de santé, les enseignants, les élèves, les journalistes, les populations et les autorités administratives et communales. L'échantillonnage a été de façon raisonnée aussi pour le choix des interviewés et des sites d'observation. En somme, il s'est agi d'une méthode de recherche de type qualitatif basée sur la triangulation des informations.

3. DISCUSSION DES RESULTATS

3.1. Histoire et défis des acteurs de la lutte contre la COVID 19 au Burkina Faso

D'emblée, il faut signaler que l'histoire de la COVID-19 liée la province de Wu Han en Chine où les premiers cas ont été détectés. Mais c'est le 16 mars 2020 que le Burkina Faso a connu son premier cas.

En termes d'impacts,

- plus de 128 millions d'enfants scolarisés ne bénéficient plus de cours en présentiels du fait de la COVID-19 en Afrique de l'ouest et du centre (UNICEF, 2020).

A la date du 11 septembre 2022, le Burkina Faso compte au total 89 cas actifs au Coronavirus¹. Il faut noter que ce chiffre était de 12 071 de cas actifs pour 11 657 guérisons et 143 décès au 03 mars 2021. Depuis le 9 mars 2020, on dénombre 21 562 cas positifs, 21 072 guérisons et 387 décès (CORUS, 2020 - 2021).

Il ressort des prévisions, de fortes baisses des croissances du Burkina Faso prévues par la BCEAO pour 2020 et 2021. C'est la première fois que le continent africain fait face à la fermeture d'écoles touchant autant d'élèves et d'écoles.

Cette fermeture a un impact sur les temps d'apprentissages des élèves et étudiants pouvant aller jusqu'à 25% selon l'UNESCO (2021). Donc la crise réduit davantage les temps d'apprentissages.

Également, la COVID 19 qui a entraîné la fermeture des classes a provoqué la mise au chômage des enseignants du privé et l'arrêt de paiement des frais de vacation par plusieurs fondateurs d'établissements d'enseignement privé.

¹ <https://www.wakatsera.com/coronavirus-au-burkina-12-cas-actifs-a-la-date-du-17-mars-2022/> consulté le 20 septembre 2022

Photo : Élèves en rang devant une salle de classe à Ouagadougou, juin 2021



Au Burkina Faso, face à la montée de la pandémie de la COVID 19, les défis majeurs étaient :

- La mise en œuvre efficace d'une éducation pour tous à distance de qualité et le maintien de la routine éducative en mettant les enfants dans le rythme éducatif habituel.
- La nécessité d'éviter que les écoles et universités deviennent des foyers de contamination de la COVID-19.

En termes de conséquences, un responsable du Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales (MENPALN) souligne que : « le COVID-19 a eu des conséquences sur les activités éducatives au Burkina Faso », entretien du 22 mai 2022.

3.2. Impacts de la COVID 19 sur les politiques publiques de formation et de l'emploi au Burkina Faso

Du point de vue de la jeunesse, de l'emploi et de la formation comme l'a déclaré Steven Kapsos (2020) à la BBC « *La nature de cette crise est différente des précédentes crises financières que nous avons connues, car l'impact sur le marché du travail est direct* ». Au Burkina Faso, la pandémie de la COVID-19 a touché tous les acteurs et n'a épargné aucun secteur de développement.

Les travailleurs de tous âges, notamment les plus jeunes et inexpérimentés ont été les plus exposés. Ils ont été touchés par les effets de cette crise de façon disproportionnée à un risque de chômage et/ou de prolongement de la situation de chômage. Dans le secteur de l'éducation, les enseignants surtout les salariés non déclarés et les enseignants vacataires ont été les plus touchés par les fermetures des classes.

Pour les enseignants, les pertes d'heures de travail représentent plus de 300 millions d'emplois à temps plein, selon l'Organisation internationale du travail (OIT). La plus forte baisse des heures se fait sentir dans les Amériques et en Asie centrale - environ 13% dans chaque région - et dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (2021). Au Burkina Faso c'a été le cas puisque 50% des enseignants enquêtés ont indiqué avoir subi une perte de temps de travail et une baisse conséquente de leurs revenus.

Une autre difficulté a été la situation des travailleurs du secteur informel que n'étaient pas en mesure d'exercer leurs activités à cause des restrictions liées aux mesures barrières. En effet, les mesures de confinement ont ruiné les finances de nombreux travailleurs à faible revenu et des chômeurs.

Au Burkina Faso, les écoles de formation professionnelle et technique nécessitant des présences physiques d'apprenants ont accusé un retard énorme. Cette situation a causé d'énormes conséquences sur la qualité des services d'éducation et de formation. « *Depuis quelques temps, je suis à la maison alors qu'à cette période nous devons être en session d'examen* », laisse entendre un étudiant en Génie électrique à Ouagadougou.

Sur le plan de la pauvreté, l'impact de la pandémie de la COVID-19 a également affecté sévèrement les ménages et les burkinabè à l'instar des autres pays du monde. En effet, cette crise sanitaire a contribué à anéantir les efforts de développement social sur le continent. L'épidémie du coronavirus a eu un impact considérable sur l'économie mondiale, où le monde de demain ne sera plus jamais comme avant.

Selon des estimations préliminaires, près de 500 000 personnes ont sombré dans l'extrême pauvreté à la fin de l'année 2020 du fait de la crise de la COVID-19, et ce nombre est atteint 1 million d'ici fin 2021 (Banque Mondiale, 2020). Selon le rapport du Fonds monétaire international (FMI) du 14 avril 2020, l'économie mondiale aura moins de 3,0% de taux de croissance en 2020 et 5,0% en 2021, en moyenne, les pays avancés moins 6,1% en 2020 et 4,5% en 2021 (Mehtoul Abderrahmane, 2022).

Pour exemple, l'École normale supérieure (ENS) a dû organiser une session d'évaluation groupée des mémoires des sortants en l'absence des candidats pour défendre les travaux.

L'analyse fait ressortir que la cause principale du nombre relativement élevé des cas de COVID-19 est le relâchement du respect des règles et mesures barrières. Il y a également :

- la propagande de l'opinion : COVID- 19 est une maladie de la vie et des riches
- les mauvais exemples des leaders d'opinion, des autorités

- l'ignorance des conséquences de la maladie
- les faiblesses de la communication de masse sont que les populations prennent les informations comme étant des informations de tous
- la communication directe comme une solution efficace à la communication autour de la maladie.

Cette analyse a été faite à partir d'une revue de littérature bien fournie. L'article aborde successivement l'histoire et évolution du COVID 19 au Burkina Faso, les impacts du COVID 19 sur les politiques publiques d'éducation, de formation et de l'emploi au Burkina Faso et l'analyse des réponses proposées par les ministères en charge de l'éducation, de l'emploi et de la formation du Burkina Faso.

3.3. Analyse des réponses proposées par les acteurs de l'éducation au Burkina Faso

3.3.1. Les technologies de l'information et la communication pour l'éducation (TICE), une solution appropriée ?

Face à cette situation, le gouvernement du Burkina Faso a adopté un plan de riposte le 16 avril 2020. Ce plan est opérationnalisé d'abord par l'utilisation des outils de technologies de l'information et de la communication (TIC) pour la continuité éducative (production des ressources numériques, enregistrement et diffusion) avec ou sans connexion éducative. Cette formule ne vise pas à remplacer l'enseignant mais il s'agit d'accélérer la mise en œuvre d'un projet existant au Ministère de L'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (MENAPLN) axé sur les technologies de l'information et la communication pour l'éducation (TICE).

Le second axe du plan de riposte a été la reprise des cours pour l'achèvement de l'année scolaire 2019-2020. Ce plan s'est déroulé en 2 étapes : administratives et pédagogiques.

- La phase administrative de ce second plan a concerné le retour des personnels à l'école ;
- La phase pédagogique a concerné la reprise des cours dans les classes d'examen avec une réorganisation des calendriers et des examens scolaires.

Toutes ces phases ont été accompagnées par la mise en œuvre des mesures barrières dans les écoles et les lieux d'apprentissage.

Il y a également eu la validation de l'année scolaire 2019-2020 sans reprise des cours et évaluations pour les classes intermédiaires par un Conseil de Cabinet du MENAPLN. Au primaire, cette décision a autorisé le passage automatique des élèves des classes intermédiaires du primaire, le non-renvoi des élèves qui devaient l'être au post-primaire et au secondaire. Selon un responsable du MENAPLN, il s'agissait de passages automatiques, mais de passages conditionnés surtout au post-primaire et au secondaire.

3.3.1. La conception des outils didactiques

En réponse aux effets de cette crise sur le système éducatif, l'État à travers le MENAPLN a conçu un outil didactique à l'usage des enseignants du Burkina Faso. Il s'agit du « *Module sur la COVID -19 à l'usage des enseignants du Burkina Faso* ».



Conçu sur le pilotage de la Direction générale de la recherche en éducation et de l'innovation pédagogique (DGREIP), ce document a été validé également par le Ministère en charge de la santé en mai 2020. Il décline les motivations générales qui ont conduit à sa conception autrement l'apparition de la maladie coronavirus appelée COVID 19. Le module propose une définition du concept. Le second élément important de ce module concerne la mise en œuvre des activités d'enseignement/apprentissage en temps de COVID 19. Quatre principales activités sont proposées aux enseignants :

- les signes de la COVID 19 ;
- l'agent causal de la COVID 19 ;
- le mode de transmission de la COVID 19 ;
- la lutte contre la COVID 19 ;
- les connaissances de la COVID 19.

Ce document a été reproduit en quantité suffisante et mis à la disposition des enseignants et des acteurs de l'éducation nationale. Il était également disponible en version numérique sous clés et en ligne.

Pour de nombreux acteurs notamment la société civile éducative et les parents, la décision du passage de tous les élèves des classes intermédiaires du primaire en classe supérieure constitue une difficulté liée au niveau et à la qualité.

Pour le Secrétaire général de la Fédération des syndicats des travailleurs de l'éducation et de la recherche (F-SYNTER) la fermeture des classes est intervenue à un moment où il y avait un mot d'ordre de grèves des enseignants du primaire, du secondaire et du supérieur relatif à l'application de l'Impôt unique sur le traitement des salaires (IUTS). Pour BADIEL Souleymane « *les décisions prises par le gouvernement n'ont pas été inclusives. Il n'y a pas eu de discussions avec les organisations syndicales* » (entretien réalisé juin 2020). Pour lui, la position de la F-SYNTER sur les décisions gouvernementales liées à la COVID 19 en 2020 est de trouver des solutions à minima et politiques.

En somme le tableau ci-après récapitule les principales actions de prévention contre la COVID-19 dans les établissements scolaires.

Tableau 1 : Principales actions de prévention contre la COVID-19 mises en œuvre dans les établissements scolaires

Élèves	Enseignants	Administration	Partenaires (Collectivité, APE, AME, COGES...)
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Information de tout cas suspect ; ✓ Respect des mesures barrières ; ✓ Pratique et contrôle de la distanciation physique/ sociale ; ✓ Etc. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Initiation des élèves au port des masques, au lavage et à la friction des mains ; ✓ Sensibilisation des élèves sur les mesures barrières ; ✓ Préparation et enseignement des cours sur la maladie 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Interdiction des rassemblements et rencontres sportives et culturelles ; ✓ Instauration du port obligatoire du masque et du respect de la distanciation physique ; <p>Etc.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Nettoyage et désinfection des salles et surfaces de l'école ; ✓ Installation de dispositifs de lavage des mains ; ✓ Fourniture d'eau potable ; ✓ Dotation en savon et en

			gel hydro-alcoolique et des affiches.
--	--	--	---------------------------------------

Source : Construit à partir des données de terrain, 2020.

Il y a aussi les difficultés liées à la mise en œuvre de la mesure de la diffusion des cours à la radio et à la TV. Selon de nombreux parents d'élèves, cette mesure a des limites techniques, financières et sociales. Pour terminer, selon la Banque mondiale, le Burkina Faso devrait renforcer ses systèmes de santé publique, protéger l'emploi et les plus pauvres face à la crise de coronavirus.

Conclusion

La pandémie de la COVID-19 qui sévit l'humanité a surpris les acteurs de la prévision et des politiques prospectives dans le monde. Au Burkina Faso à l'instar des autres pays d'Afrique elle a eu des effets très importants sur le système éducatif national.

Même si comparé aux autres pays du monde, le Burkina Faso affiche un nombre peu élevé de cas contaminés et de décès. Elle a entraîné de grands bouleversements dans les habitudes et modes de vie de la population burkinabé allant de la restriction des libertés au ralentissement des projets de développement. Le secteur qui semble le plus éprouvé au Burkina Faso demeure celui de l'éducation qui peine à s'en remettre. Les écoles et classes ont été temporairement fermées ce qui a affecté sévèrement la qualité de l'éducation et la formation.

C'est pourquoi, le ministère en charge de l'éducation, en collaboration avec ses partenaires techniques et financiers et l'appui technique du ministère de la santé doivent porter un regard sur la COVID-19 dans une perspective de résilience de toutes les parties prenantes du monde éducatif face à la maladie.

Références bibliographiques

Académie Nationale des Sciences des Lettres et des Arts du Burkina Faso ANSAL Burkina Faso, 2020, *Prise en charge de la maladie à Coronavirus (Covid-19) et ses potentiels impacts au Burkina Faso*, Ouagadougou :

ALDRIN, Philippe, 2003, « Penser la rumeur, une question discutée des sciences sociales », *Genèses*, vol. 1, no 50, p. 126-141.

ATTA, Kouamé, (2012, « Approche psycho-qualitative du VIH/sida en contexte africain : cas du vécu de l'infection chez des patients du Service des maladies infectieuses et tropicales (SMIT) d'Abidjan », vol. 31, no 1, p. 130-151.URL : <https://doi.org/10.7202/1085026ar>

Burkina24 (2021). Covid-19 au Burkina : Le plan de vaccination validé.

Cluster éducation - Burkina Faso, 2020, Burkina Faso : Impact de la COVID : Impact de la COVID- 19 dans le secteur de l'éducation, Ouagadougou, URL : <https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/25-03-20- bfa-cluster education- tableau de bord impact covid-19.pdf>

CONASUR,2020, Rapport d'activité du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation, Ouagadougou :

IIEP.UNESCO, 2020, Réouverture des écoles : comment relancer l'éducation après la COVID-19, publié le 14/5/20. <http://www.iiep.unesco.org/fr/reouverture-des-ecoles-comment-relancer-leducation-apres-la-covid-19-13425>

IIEP, 2018–2021, La Stratégie à moyen terme. Rapport d'activités de l'ONG « *Education Cannot Wait* » (l'Éducation ne peut attendre)

IIEP-UNESCO, 2019, Programme triennal et service des instruments de politique étrangère.

MEBTOUL Abderrahmane (2022). L'impact de la pandémie du COVID-19 sur les économies mondiales, Quotidien d'information indépendant - n° 7474 - Jeudi 29 Septembre 2022, Alger.URL : <https://www.lnr-dz.com/2020/04/25/limpact-de-la-pandemie-du-covid-19-sur-les-economies-mondiales/>

MENAPLN, 2020, Module sur la COVID -19 à l'usage des enseignants du Burkina Faso, Ouagadougou :

MUNDY Karen et PROULX Kerrie, 2019, Making evaluation work for the achievement of SDG 4 Target 5: Equality and inclusion in education, UNESCO, NORAD, Groupe de la Banque mondiale, UNICEF, Paris:

Nations Unies, 2020, « *Note de synthèse : La COVID-19 et le monde du travail* », New York, URL : <https://unsdg.un.org/fr/resources/note-de-synthese-la-covid-19-et-le-monde-du-travail>

SAVADOGO Mahamadi. 2021, La question de l'éducation en situation d'urgence sur l'efficacité du système éducatif au Burkina Faso, Mémoire de Master à L'ENS, Koudougou :

SISSAO Alain Joseph, KABORE Amado et SORGHO/ZINSONNI Félicité Marie L., 2021, Analyse des impacts de la maladie à COVID-19 sur les politiques publiques au Burkina Faso, in *Lettres d'Ivoire* N°033

The World Bank, 2020, The COVID-19 Pandemic : Shocks to Education and Policy responses, Washington, URL : <https://www.worldbank.org/en/topic/education/publication/the-covid19-pandemic-shocks-to-education-and-policy-responses> , .

TSOWA Raoul Tamekou et al, institut d'études des dynamiques contemporaines de l'état et des sociétés en Afrique, les sociétés politiques d'Afrique face aux défis de la covid-19 » URL : [Cadre pour la réouverture des écoles | IIEP-UNESCO Education 4 Resilience](#)

UNESCO, 2020, Base de données commune UNESCO-UNICEF-Banque mondiale, Paris : URL : <http://tcg.uis.unesco.org/survey-education-covid-school-closures>.

UNESCO, 2022, Éducation : de la fermeture des établissements scolaires à la reprise, URL : <https://fr.unesco.org/covid19/educationresponse>.

UNESCO, 2022, Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2021-2022, Les acteurs non étatiques dans l'éducation : Qui décide ? Qui est perdant ?, UNESCO, Paris : URL :

UNESCO, Commission internationale sur Les futurs de l'éducation, « *L'éducation dans un monde post-Covid : neuf idées pour l'action publique* » (2020).

UNESCO, UNICEF, PAM et Banque mondiale, 2020, "Cadre pour la réouverture des écoles", UNESCO, Paris : URL : [Cadre pour la réouverture des écoles | IIEP-UNESCO Education 4 Resilience](#)